

# **Bref historique du Mantois et du Val Fourré à partir des années 60 jusqu'en 1995.**

1865 Mantes-sur Seine 5 000 habitants  
1965 Mantes-la-Jolie 15 000 habitants  
1975 Mantes-la-Jolie 45 000 habitants

la ville triple en un siècle...puis triple en 10 ans.

Il y a plusieurs explications derrière ces chiffres mais ils sont éclairant de l'évolution de la société française entre le milieu du XIXème siècle le XXème siècle ...et de la région parisienne durant la 3ème tiers du XXème siècle.

## **La reconstruction d'après-guerre.**

Au sortir de la dernière guerre Mantes -Gassicourt (c'est son nom depuis 1930 après l'annexion du village de Gassicourt par Mantes-sur Seine) est partiellement détruite, centre ancien autour de la collégiale et autour de la gare de Mantes-Embranchement actuelle gare de Mantes-Centre.

Le nouveau maire depuis 1948, Jean-Paul David (Droite) concentre les forces municipales sur la reconstruction.

A partir des années 50, au début des "30 glorieuses", il s'avère de plus en plus nécessaire de construire des logements pour les familles mantaises qui veulent se loger dans un logement décent, et pour les familles de province, attirées par le développement de la région parisienne, en particulier le secteur automobile autour de Poissy (Simca) et bientôt d'Aubergenville -Flins (Renault).

Vient ensuite s'ajouter la nouvelle donne créée par la requalification des quartiers populaires de Paris , qui entraîne l'exode de leurs habitants vers les banlieues de plus en plus éloignées.

## **"Mettez de l'ordre dans ce bordel !"**

Pour répondre à ce profond mouvement de population et faire face au baby-boom de ces années, le Général De Gaulle décide de redessiner la région parisienne et confie ce projet à un super-préfet, Paul Delouvrier.

L'anecdote est que survolant la région parisienne en hélicoptère avec Paul Delouvrier qui lui expliquait la situation, De Gaulle aurait dit " Delouvrier, mettez moi de l'ordre dans ce bordel!"...ce qui valait une bonne lettre de mission ...à cette époque.

Deux solutions pour cela, la plus simple, densifier toutes les villes existantes, mais cela voulait dire que l'on s'en remettait aux maires...dont ceux de la "ceinture rouge", les communistes qui tenaient bon nombre de villes importantes autour de Paris...impossible de s'en remettre à eux pour faire la politique de développement et de restructuration à l'échelle attendue. avec les moyens financiers.....et cela voulait aussi dire que ça prendrait du temps...or le temps presse.

Donc le choix se porte sur la deuxième solution, celle de créer des "villes nouvelles" qui seraient positionnées autour de la capitale, qui dépendraient de l'Etat pour ce qui est de leur réalisation, et des infrastructures nécessaires . Il est prévu aussi quelques villes nouvelles hors Ile de France.

## Qu'est-ce qu'une ville nouvelle ?

Une ville nouvelle est implantée sur une zone constituée de terrains libres en continuité géographique compris entre plusieurs communes.

Lorsque l'Etat prend en charge ce dispositif, il crée une structure dont il nomme le Directeur en conseil des ministres, et dote l'organisme de moyens financiers, d'études et de réalisation.

En outre les villes nouvelles seront toutes reliées à Paris par autoroute et par un nouveau système de transport qui modernisera le Métro, le RER, mi SNCF, mi RATP. Toutes les villes nouvelles seront dotées de cycles universitaires, de zones d'activités privilégiées, d'infrastructures sociales, de loisirs et de sport.

Par le biais de cette structure (l'Etablissement Public d'Aménagement EPA), l'Etat garantit tous les investissements, achète les terrains, les viabilise, les revend aux promoteurs, perçoit les taxes (TP) et remet, en fin de réalisation, toutes ces infrastructures et les recettes financières au Comité de la ville nouvelle composé des communes sur lesquelles cette ville nouvelle a été érigée.

Pour inciter les entreprises à s'installer dans les villes nouvelles, elles sont exonérées d'une taxe sur les entreprises et les bureaux spécifique à la région parisienne.

La loi sur les villes nouvelles est adoptée par le Parlement, le rapporteur en sera le député UNR (ancêtre du RPR) Boscher, maire d'Evry Petit Bourg, près de Corbeilles en Essonne...qui deviendra la Ville nouvelle d'Evry.

Le choix des villes nouvelles est crucial...proche de Paris, mais au delà de la ceinture rouge, là où il y a du terrain pour bâtir logements, infrastructures de transports et équipements multiples, zones d'activités.

Marne la Vallée, Cergy-Pontoise, Saint-Quentin en Yvelines, Evry-ville nouvelle, Meulan Sénart,.....et Mantes Ouest vers la Normandie.

(Auxquelles il faut ajouter: Villeneuve d'Ascq près de Lille, L'Isle d'Abeau près de Lyon, Ouest-Provence près de Marseille, et Le Vaudreuil près de Rouen...dont on verra pourquoi.)

## Mantes-Ouest, ville nouvelle ? oui...mais...

En effet, le Mantois fait partie des premiers secteurs concernés par les villes nouvelles..

Le grand Mantes, Mantes-Ouest, a comme objectif, 300 000 habitants dont 100 000 intra-muros de Mantes-la-Jolie.

Seulement il y a un "hic"...Jean-Paul David lui-même.

Après en avoir accepté le principe, il entend modifier, pour le mantois, la règle nationale qui donne tous pouvoirs à l'Etat.

Il veut contrôler le développement et en particulier maîtriser les appels d'offres, donc les relations avec les entreprises de construction...(sans commentaires)

L'Etat refuse de céder sur ce point et abandonne le projet de ville nouvelle du Mantois...qui sera remplacé par...Le Vaudreuil en Normandie !

Jean-Paul David va convaincre ses collègues maires de l'agglomération qu'ensemble, ils peuvent faire la ville nouvelle en se passant de l'Etat et qu'ils se partageront pour leurs communes les bénéfices financiers qui sont attendus d'une telle opération.

Pour Mantes-la-Jolie, et les vieux mantais s'en souviennent, on parlait d'un milliard (de l'époque!) qui allait permettre de rénover toute la vieille ville, le réseau électrique, les trottoirs( dont certains, en 1977 sont encore en terre battue...rue de l'Yser par exemple), les rues, agrandir l'Hôtel de Ville (ce sera fait ...par anticipation...!) etc etc...

Pour ce faire les Maires des sept, puis huit communes concernées, vont créer le District Urbain de Mantes où toutes les communes disposent du même pouvoir quelle que soit leur taille (2 sièges par commune au Conseil d'administration), créer l'Agence d'Urbanisme du Mantois pour faire les études (à l'instar de l'agence d'urbanisme de Paris APUR et de l'agence d'urbanisme de la région parisienne IAURIF) et deux sociétés d'économie mixte, la SERM Société d'Équipement de la Région mantaise pour l'investissement et la réalisation des projets, et la SOTREMA, Société de Transport pour négocier avec les différents transporteurs , ainsi que la RATP et la SNCF un nouveau schéma de transports pour le Mantois...

## Le Val-Fourré, le 1er quartier neuf de la nouvelle ville

Le Val Fourré est le premier quartier de cette "ville nouvelle autonome du mantois", prévu pour 5000 logements, mi HLM, mi accession avec une abondance d'équipements ...sur le papier.

En 1970, le panneau à l'entrée du Val Fourré côté ville est ainsi libellé:

Grand ensemble du Val Fourré, 7 000 logements (déjà), 229 classes, 2 lycées, 1 centre culturel, 3 centres sociaux, 2 centres ménagers, 6 garderies, 2 dispensaires, 4 maisons de jeunes, 1 foyer de jeunes travailleurs, 5 centres commerciaux.

Mais très vite, le pari de la ville nouvelle sans l'Etat tourne au cauchemar...qui sera caché aux habitants ...jusqu'en 1977, lorsque Jean-Paul David sera battu et que la réalité "habillée" apparaîtra dans sa nudité et sa cruauté.

Vous avez compris....

En refusant que la ville nouvelle du Mantois se réalise sous le contrôle et la responsabilité de l'Etat, le mantois ne va pas bénéficier...de transports modernisés, d'équipements sociaux, de loisirs et de sport, de zones d'activités attractives, de cycles universitaires...payés par l'Etat...

Qui plus est, en défiant l'Etat (Jean-Paul David député jusqu'en 1962, s'oppose à De Gaulle ), il ne sera fait aucun cadeau au mantois qui devra se débrouiller seul.

## De l'espoir au cauchemar...

Très vite, des problèmes financiers liés aux investissements nécessaires pour acquérir les terrains du Val Fourré et les viabiliser se posent. La vente des m2 de logements prévus ne suffisent pas, les investisseurs privés ne se bousculent pas (ils préfèrent Parly2...). Les zones d'activités restent vides ou presque.

Jean-Paul David sera mis ( en secret) devant plusieurs choix...soit augmenter le nombre de logements en densifiant en surface et en hauteur en privilégiant les HLM, seuls bailleurs qui acceptent d'investir car ils ont de gros besoins...mais cela fait encore plus fuir les investisseurs privés...soit augmenter les taxes, soit différer les équipements publics non obligatoires ( sauf les écoles)...

En habillant ses décisions de diverses manières, acculé financièrement, Jean-Paul David, sera contraint d'utiliser tous les choix...

Les autres maires, effrayés par la tournure que prend l'opération décident d'en rester là, et la 2ème tranche de la Ville-nouvelle du Mantois, qui devait s'étendre entre Buchelay, Magnanville Perdreauville, Rosny est abandonnée, enfin...différée selon la terminologie employée à l'époque.

Le Val Fourré va passer des 5000 logements prévus à 8300...en 1977... et ce parce que la nouvelle équipe municipale de gauche arrêtera la construction de 5 tours...entre autres...sinon on atteignait les 10 000 logements.

Les équipements publics ne sont pas à la hauteur de la population 2 gymnases, une piscine, en terme de loisirs...une maison de quartier (la Pagode) ,un centre social.

Mais pour le mantois ce sera aussi la gueule de bois, les zones d'activités ne se remplissent pas...elles sont taxées!!! celle de Limay Porcheville se remplit de ce que les autres ne veulent pas...la pollution et devient une de seules zone de ce type en Ile de France...

Les infrastructures de transports...faut-il vous faire un dessin?...on parle encore du RER sur le mantois...même si l'équipe municipale de gauche obtient un arrêt du TGV Rouen-Lyon -Marseille à Mantes.et la mise en place de liaison par cars avec Cergy et La Défense..quant aux cycles universitaires...il a aussi fallu attendre l'équipe de gauche et une négociation très dure avec le gouvernement (de gauche) pour obtenir des classes prépa au Lycée Saint-Exupéry et deux cycles d'IUT...contre les villes de Saint-Germain, Versailles et le ville nouvelle de Saint-Quentin...qui veulent garder l'enseignement supérieur dans les secteurs "riches" plus près de Paris...

## Le sale travail pour l'équipe de gauche

Le choc social des années 70, apparition du chômage, exode des familles des grands ensembles (cadres moyens) vers les zones pavillonnaires, arrivée d'une nouvelle immigration plus rurale non politisée ou syndiquée (mai 68 a laissé un mauvais souvenir à la droite et au patronat) (kurdes, maliens, sénégalais, marocains du sud) puis le regroupement familial des immigrés au milieu des années 70 qui remplace les familles dans les grands ensembles sans tenir compte de leurs spécificités et besoins (familles nombreuses, ne parlant pas le français ne connaissant pas le mode de vie urbain et européen...) va augmenter tous les problèmes ..

Ce sera l'énorme défi auquel devra se confronter l'équipe de gauche de Mantes-la-Jolie : arrêt de l'urbanisation du Val-Fourré, destruction des tours, réaménagement des quartiers, réalisation d'équipements publics et sociaux (gymnases, maisons pour tous de quartier, centre Chaplin, bibliothèque Aragon, crèche, collèges...) et réalisation de logements diversifiés à Gassicourt (360 au lieu des 2000 prévus par Jean-Paul David, un mini Val Fourré) et au centre de Gassicourt et de la vieille ville, développement de la vie associative et culturelle, participation des habitants à la vie publique, relation nouvelle avec les services publics, aide aux chômeurs, réserves foncières, mission locale d'insertion des jeunes, programme européen pour lutter contre l'exclusion (Poverty 3), avec soutien scolaire, formation professionnelle, alphabétisation etc...

Mantes-la-Jolie devient une des vitrines de la politique de la ville et un lieu d'expérimentation sociale , culturelle et économique reconnue...jusqu'en 1991 où à la suite des émeutes dans la vallée de la Seine, de Sartrouville à Chanteloup, Les Mureaux on déplore 3 morts à Mantes-la-Jolie, 2 jeunes du Val Fourré et une policière. L'image de la ville, difficile mais innovante bascule...

Le bilan pourra être fait sereinement de ce que les équipes municipales de gauche (1977-1995) auront réussi et ce sur quoi elles n'ont pas réussi.

## Un acquis vital pour Mantes-la-Jolie et le mantois: l'argent

Mais il faut dire que l'un des objectifs incontournables pour l'avenir de Mantes-la-Jolie et du mantois, celui des finances locales aura été sinon atteint du moins bien engagé grâce à la loi de "solidarité financière entre les communes" et sur les Grands projets Urbains d'agglomération (1991) qui a donné des moyens accrus à Mantes-la-Jolie, et au District Urbain de Mantes (puis la CAMY).

*Petite parenthèse de l'auteur de ces lignes....Ces textes ont été "inventés" par le Maire de Mantes-la-Jolie, qui a réussi après 2 années d'efforts à convaincre le Président de la République François Mitterrand via son Secrétaire général adjoint de l'Elysée Christian Sautter, et le Premier Ministre Michel Rocard.*

*Ce sont sur ces bases que l'on a pu entreprendre le redressement de l'agglomération, les autres gouvernements qui se sont succédés ont abondé les moyens sur la base de ces textes (le dernier en date est la loi Borloo...et c'est Pierre Bédier qui le dit!)*

Le mantois a raté une chance dans les années 60 à cause des choix d'un élu important de droite... aura-t-il une nouvelle chance , et pour quels objectifs ?

Paul PICARD  
mars 2006